

MAITRE D'OUVRAGE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

111 rue Elisée Reclus

69153 DECINES CHARPIEU



RÉAMÉNAGEMENT D'UN SERVICE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Site de Bellevue

25 Boulevard Pasteur

42 100 - SAINT ETIENNE

C.C.T.P. - D.P.G.F

07

PAILLASSES

ARCHITECTE



ATELIER D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME MICHELOU ET ASSOCIES

76F Rue de la Talaudière - 42 000 - SAINT ETIENNE

Tel. 04 77 74 23 26

email : contact@michelou-associes.com

BE FLUIDES - ECONOMISTE



CEM INGENIERIE

76F Rue de la Talaudière - 42 000 - SAINT ETIENNE

Tel. 04 77 74 27 12

email : contact@cem-ingenierie.com



RÉAMÉNAGEMENT D'UN SERVICE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

25 Boulevard Pasteur

42 100 - SAINT ÉTIENNE



MAITRE D'OUVRAGE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG
111 rue Elisée Reclus
69 153 - DECINES CHARPIEU

Lot n°07

PAILLASSES

ARCHITECTE :

ATELIER D'ARCHITECTURE MICHELOU
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 23 26
Mél : contact@michelou-associes.com

BE FLUIDES :

C.E.M INGENIERIE
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 27 12
Mél : contact@cem-ingenierie.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

C.E.M INGENIERIE
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 27 12
Mél : contact@cem-ingenierie.com

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TCE

Dossier	EFS 2025
Date	22/04/2025
Phase	DCE
Indice	1

Code	Désignation
1	GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT
1.1	<p>ARTICLE 1 - OBJET DE L'OPERATION</p> <p>1.01 - Définition de l'opération Opération : Réaménagement du service HLA sur le site de l'Établissement Français du Sang de Bellevue</p> <p>1.02 - Adresse du projet : 25 boulevard Pasteur 42 100 - SAINT ETIENNE</p> <p>1.03 - Objet : L'entrepreneur du présent lot devra le dimensionnement de ces installations et la réalisation de ces études d'exécution en fonction des données ci-après :</p> <p>Le projet consiste, principalement, au réaménagement d'un service, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Service HLA</u> : Human Leukocyte Antigen (Antigène humain de leucocyte) : <i>Déménagement du service existant au 1er étage vers le rez-de-chaussée.</i> <p>Pour la réalisation de ces ouvrages, le phasage général des travaux sera le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Phase 1</u> : Travaux au sous-sol avec suppression des chambres froides pour création de zones de stockage par cloisons grillagées - <u>Phase 2</u> : Création, au rez-de-chaussée, d'un local stockage pour les enceintes du site (congélateurs, réfrigérateurs, ...) comprenant également la création d'un réfectoire. Déménagement par l'EFS des enceintes dans le nouveau local et suppression du local azote au rez-de-chaussée - <u>Phase 3</u> : Aménagement au rez-de-chaussée du nouveau service HLA. Déménagement par l'EFS de son service HLA. <p>1.04 - Classement de l'établissement : Classement ERP/ERT des bâtiments concernés : - L'ensemble du bâtiment est classé ERT (Article R.4211-2 code du travail). - Le projet est prévu d'être réalisé en site occupé et en exploitation. - Il conviendra de déterminer, ultérieurement, si le chantier projeté dépendra du décret 92-158 du 20 janvier 1992 ou du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.</p> <p>1.05 - Intervenants :</p> <p>Maître de l'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement Français du Sang 111 rue Elisée Reclus - 69 153 - DECINES CHARPIEU Représentant légal : M. Bruno VILLEMAGNE <p>Architecte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SAS MICHELOU Architectes 76F, rue de la Talaudière - 42000 SAINT ETIENNE Tél : 04 77 74 23 26 Administratif : contact@michelou-associes.com Atelier de dessin : atelier@michelou-associes.com Contact : M. Romain MICHELOU <p>Economiste de la Construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEM INGENIERIE 76F, rue de la Talaudière - 42000 SAINT ETIENNE Tél : 04 77 74 27 12 E.mail : r.vingiano@cem-ingenierie.com Contact : M. Raphaël VINGIANO <p>Bureau d'études techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEM INGENIERIE 76F, rue de la Talaudière - 42000 SAINT ETIENNE Tél : 04 77 74 27 12 E.mail : x.gatteaux@cem-ingenierie.com Contact : M. Xavier GATTEAUX <p>Bureau d'études structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2C INGENIERIE STRUCTURE 6 allée Drouot - 42100 SAINT ETIENNE Tél : 09 72 13 13 16 E.mail : contact@2c-is.fr Contact : M. Cyril CRETIN

Code	Désignation
1.2	<p>Bureau de Contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • APAVE 70, rue de la Tour – 42000 SAINT ETIENNE Tél : 06 29 20 25 81 E.mail : thibault.patel@apave.com Contact : M. Thibault PATEL <p>Coordinateur SSI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEM INGENIERIE 76F, rue de la Talaudière - 42000 SAINT ETIENNE Tél : 04 77 74 27 12 E.mail : p.dinis@cem-ingenierie.com Contact : M. Philippe DINIS <p>Coordinateur SPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • APAVE 70, rue de la Tour – 42000 SAINT ETIENNE Tél : 06 23 29 55 06 E.mail : ludovic.pomeon@apave.com Contact : M. Ludovic POMEON <p>ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES A TOUS LES CORPS D'ETAT</p> <p>2.01 - <u>Qualité - Préparation et mise en œuvre des matériaux</u> Les qualités, préparations et mises en œuvre des matériaux seront conformes aux prescriptions des documents ci-dessous :</p> <p>1°) Les normes françaises de l'AFNOR et DTU en vigueur. 2°) Le cahier des prescriptions techniques générales du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). 3°) Pour les travaux de techniques non traditionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable de la Commission Ministérielle dans la mesure où le dit avis technique a été accepté par l'assurance : - Avis techniques du C.S.T.B. Procès verbaux d'essais, de résistance mécanique, de perméabilité, d'étanchéité à l'eau, de tenue au feu, etc... - A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôleur toutes justifications techniques lui permettant de formuler un avis. - Le fabricant du procédé, non couvert normalement, doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comprenant en outre : La garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la construction Le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'entrepreneur traitant. <p>4°) Les entrepreneurs appliqueront toutes les obligations découlant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du code du travail - des arrêtés préfectoraux et municipaux - des règlements sanitaires et de voiries communaux et départementaux - des règlements et prescriptions techniques des diverses administrations régissant : EDF, GDF, FRANCE TELECOM, EAU, EGOUT, etc... - des dernières réglementations et des derniers décrets en vigueur concernant la sécurité du travail et la protection de la santé. - Les normes, règles et documents de l'Établissement Français du Sang (EFS) en vigueur à la date de la signature du marché : « Décision du 27 octobre 2010 définissant les règles de bonnes pratiques relatives à la préparation, à la conservation, au transport, à la distribution et à la cession des tissus, des cellules et des préparations de thérapie cellulaire » <p>2.02 - <u>Pièces graphiques et écrites</u> Avant toute exécution, l'entrepreneur devra procéder à la vérification des cotes de tous les dessins qui lui seront remis par le Maître d'œuvre. Il signalera en temps opportun, les erreurs ou omissions qui pourraient y exister. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs ou des modifications qu'entraîneraient pour lui l'oubli ou l'inobservation de cette clause.</p> <p>2.03 - <u>Entretien des abords</u> L'attention des entreprises est attirée sur l'application du paragraphe 4 de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les camions. Le service de voirie pourra effectuer lui-même les nettoyages nécessaires au compte de l'entreprise responsable.</p> <p>2.04 - <u>Connaissance des lieux</u> L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché ou de l'appel d'offres, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que de tous les éléments locaux, tels que nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.</p>

Code	Désignation
	<p>2.05 - Nettoyage et Protection Chaque corps d'état devra assumer l'enlèvement de ses gravats et les nettoyages permettant aux corps d'état suivants de travailler dans les meilleures conditions. En cas de défaillance, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage pourront à tout moment faire intervenir une entreprise de nettoyage dont les frais seront imputés au titre du compte prorata. Pour les interventions intérieures des locaux occupés, chaque entreprise devra la protection des sols par cheminement en film polyane, le nettoyage sera réalisé au fur et à mesure des travaux, et chaque soir avec balai, pelle, sacs, aspirateur à pile ou électrique propriété de l'entreprise. En aucun cas il ne sera toléré l'utilisation du matériel ménager des occupants.</p> <p>2.06 - Échantillons Avant toute commande, l'entrepreneur devra soumettre, à l'agrément du Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage, les échantillons de matériels et matériaux qu'il compte utiliser conformément au descriptif. Ces échantillons seront étiquetés et rendus à l'entreprise avec le dernier approvisionnement.</p> <p>2.07 - Rigueur des pièces écrites - Le devis descriptif renseigne, aussi exactement que possible, l'entrepreneur sur la nature et l'emplacement des travaux, mais il convient de signaler que la description n'a pas un caractère limitatif, et l'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à la parfaite finition de son lot, d'après les plans, les règles de l'Art et dans l'esprit du devis. Les différents lots forment un tout qui doit être connu dans son ensemble par l'entreprise. - Le cadre du devis quantitatif établi par l'équipe d'Ingénierie est donné à titre indicatif. L'entrepreneur devra en vérifier soigneusement l'exactitude pour l'établissement de son prix forfaitaire. Il restera seul responsable des erreurs éventuelles. - Il est formellement spécifié que l'entrepreneur a examiné avec soin toutes les pièces du dossier servant de base à son marché et qu'il a signalé toutes les imprécisions, obscurités, omissions ou contradictions qu'il aurait pu relever et que toutes solutions ont été apportées. - En conséquence, il ne pourra, après remise de ses propositions et signature du marché, soit refuser d'exécuter des ouvrages ou travaux complémentaires de quelque nature que ce soit, jugés utiles ou indispensables par le Maître d'œuvre à la parfaite finition des travaux, soit prétendre que ces travaux donnent lieu à une augmentation sur son prix forfaitaire ou à un allongement du délai contractuel. - L'entrepreneur ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que les désignations mentionnées sur les plans pourraient présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire, ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler. - D'autre part, devis descriptif et dessin forment un tout se complétant et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres. - Chaque entreprise est donc tenue de prendre connaissance des prestations des divers corps d'état qui peuvent avoir une incidence sur son propre lot. - Les travaux de toutes les entreprises devront faire un tout cohérent et correspondre au dossier d'exécution. - Aucune réclamation ne sera admise de la part des entreprises qui auraient méconnu ces directives.</p> <p>2.08 - Présentation des offres - Les prix unitaires et totaux devront être manuscrits. Toutes modifications au devis quantitatif sur les quantités ou des prescriptions devront être manuscrites pour permettre une vérification immédiate. Les montages par photocopies sont interdits. - Les options proposées par l'entreprise, ou demandées par le Maître d'œuvre, devront être en plus ou moins-value sur les prix auxquels elles se rapportent. Pour chaque option, l'entreprise devra indiquer le montant global et forfaitaire de son offre. - L'entrepreneur est tenu d'indiquer et de fournir, avec la remise de son offre, les références et documentations des matériels et produits proposés et chiffrés. - Le non-respect de ces directives entraînera l'annulation de l'offre de l'entreprise.</p> <p>2.09 - Plans d'atelier et de chantier - Les entreprises ont à leur charge, dans les délais imposés et en tout état de cause avant le début de l'exécution, de fournir pour accord au Maître d'œuvre les plans d'atelier et de chantier. - Les PEO sont fournis aux entreprises lors de la consultation. Tout jeu de plan complémentaire ou contre-calque pourra être fourni à l'entreprise à ses frais. - Les entreprises apporteront le plus grand soin aux cheminements apparents. Ceux-ci devront être le plus discret possible et être soumis au préalable au Maître d'œuvre. Ces cheminements tiendront compte des équipements des autres corps d'état et des réglementations en vigueur concernant les positions respectives des équipements.</p> <p>2.10 - Présentation du matériel - Prototype - L'entrepreneur adjudicataire devra présenter un échantillonnage complet des matériaux utilisés. Il ne débutera la mise en œuvre qu'après accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. - Tout élément à caractère répétitif devra faire l'objet de présentation d'un prototype. L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre la fabrication et la pose des autres éléments que lorsqu'il aura obtenu l'accord du Maître d'œuvre sur l'élément témoin. Si des modifications ont été demandées, l'entrepreneur devra fournir un autre prototype qui devra à son tour faire l'objet d'agrément du Maître d'œuvre.</p>
1.3	<p>ARTICLE 3 - AUTOCONTROLE - Les entreprises sont tenues d'effectuer leur autocontrôle conformément aux réglementations en vigueur. - L'autocontrôle devra être exécuté conformément au document de l'AQC. Les procès-verbaux devront être rédigés conformément au modèle du document de l'AQC. - Les entreprises auront à leur charge l'établissement des plans de recollement en 3 exemplaires. - Les entreprises auront à faire émarger par chaque locataire la fiche de renseignement après exécution de leurs travaux.</p>
1.4	<p>ARTICLE 4 - COORDINATION SPS Chaque entreprise devra prendre en compte, dans son offre et son prix unitaire, les travaux et protections nécessaires décrites et demandées dans le document plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par le Bureau de contrôle en phase conception.</p>
1.5	<p>ARTICLE 5 - LISTE DES LOTS N°01 DÉMOLITION - MAÇONNERIE</p>

Code	Désignation
N°02	MENUISERIES ALUMINIUM - SERRURERIE
N°03	MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS
N°04	PLÂTRERIE - PEINTURE - CARRELAGE - FAÏENCE - PLAFONDS SUSPENDUS
N°05	CLOISONS AMOVIBLES
N°06	REVÊTEMENT DE SOL MINCE
N°07	PAILLASSES
N°08	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
N°09	CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - PLOMBERIE SANITAIRES
1.6	<p>ARTICLE 6 - NOTES SPECIFIQUES</p> <p>6.01 - Frais d'étude Sans objet. Pas d'honoraires à prévoir.</p> <p>6.02 - Notes particulières au chantier Les entreprises prendront en compte toutes installations à leurs frais, préconisés dans le PGC pour leur lot. Un compte prorata sera mis en place et gèrera les dépenses d'intérêt commun (frais de fonctionnement des installations provisoires, panneau de chantier, etc...). Il sera géré par l'entrepreneur du lot n°04 - PLÂTRERIE - PEINTURE - CARRELAGE - FAÏENCE - PLAFONDS SUSPENDUS pendant toute la durée du chantier. La répartition est un pourcentage unique applicable sur le montant du marché de chacun des intervenants. Cependant, chaque entreprise devra le nettoyage de ses ouvrages et des locaux utilisés, ainsi que l'évacuation au fur et à mesure de ses déchets et déblais.</p> <p>L'entrepreneur du lot n°04 - PLÂTRERIE - PEINTURE - CARRELAGE - FAÏENCE - PLAFONDS SUSPENDUS aura à sa charge :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1°) La fourniture et la pose d'un panneau de chantier suivant les directives du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre au titre du compte prorata. 2°) L'implantation, tant en plan qu'en niveau, et la matérialisation des niveaux nécessaires pour son corps d'état et pour le second œuvre. 3°) Création et entretien de passage pour accès pendant toute la durée du chantier, rampe, toutes adaptations suivant les directives du Maître d'ouvrage. 4°) L'entreprise devra se conformer et réaliser toutes protections nécessaires en cours de chantier concernant la réglementation Santé et Sécurité. 5°) L'entreprise sera tenue de maintenir, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, un trait de niveau à un mètre au-dessus du sol fini, en particulier après l'achèvement du gros œuvre. 6°) L'entreprise devra prendre connaissance du rapport d'étude de sol (joint au dossier de consultation) et intégrer dans sa proposition la complexité et les divers aléas dus à la nature du sol. <p>6.03 - Note aux entreprises Les entreprises seront tenues : - de se rendre sur place pour prendre connaissance des lieux. - de vérifier le cadre quantitatif pour acceptation.</p> <p>Les quantités du CCTP-DPGF sont données à titre indicatif, la réalisation exacte sera donnée avant le démarrage du chantier, et seront établies en fonction des décisions prises par le Maître d'Ouvrage.</p> <p><u>NOTE IMPORTANTE</u></p> <p><i>- Pour la conformité de son offre, l'entreprise est tenue de compléter les références des produits proposés dans les différents articles du devis, accompagnée d'une documentation si nécessaire.</i></p>



RÉAMÉNAGEMENT D'UN SERVICE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

25 Boulevard Pasteur

42 100 - SAINT ÉTIENNE



MAITRE D'OUVRAGE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG
111 rue Elisée Reclus
69 153 - DECINES CHARPIEU

Lot n°7

PAILLASSES

ARCHITECTE :

ATELIER D'ARCHITECTURE MICHELOU
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 23 26
Mél : contact@michelou-associes.com

BE FLUIDES :

C.E.M INGENIERIE
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 27 12
Mél : contact@cem-ingenierie.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

C.E.M INGENIERIE
76F rue de la Talaudière
42 000 SAINT-ETIENNE
Tél : 04 77 74 27 12
Mél : contact@cem-ingenierie.com

CCTP-DPGF

Dossier	EFS 2025
Date	22/04/2025
Phase	DCE
Indice	1

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT	
7.1	<div><div>GÉNÉRALITÉS</div><div><div>a) Prestations à la charge des entreprises</div><div>Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :<ul style="list-style-type: none">• La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché• L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier• L'établissement des plans d'exécution, dans les cas où ils sont à leur charge selon le CCAP• Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux• tous les percements, saignés, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels• la fixation par tous moyens de leurs ouvrages• l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux• la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception• la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux• la remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements• les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution• la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte- prorata• tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux</div><div>b) Démarches et autorisations</div><div>Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux. Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.</div><div>c) Liaison entre les corps d'état</div><div>La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :<ul style="list-style-type: none">• l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux• chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;• chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires• chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;• tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état• À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.</div><div>d) Règles l'exécution générales</div><div>Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée. Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.</div></div></div>					

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
	<p>e) Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux</p> <p>Généralités</p> <p>Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1re qualité en l'espèce indiquée.</p> <p>Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.</p> <p>Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.</p> <p>Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.</p> <p>Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.</p> <p>Produits de marques</p> <p>Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et strictement indicatif.</p> <p>Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.</p> <p>Responsabilité de l'entrepreneur</p> <p>L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.</p> <p>Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.</p> <p>Agréments - Essais - Analyses</p> <p>Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.</p> <p>À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.</p> <p>f) Travaux spéciaux</p> <p>Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.</p> <p>Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.</p> <p>g) Conformité à la réglementation Sécurité incendie</p> <p>Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.</p> <p>h) Réservations - Percements - Rebouchages - Scellements - Raccords - etc.</p> <p>Prescriptions générales</p> <p>Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.</p> <p>Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc., devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages, étant formellement interdits.</p> <p>En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication, toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.</p> <p>Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc., seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.</p> <p>Les scellements, rebouchages, etc., seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.</p>				

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
	<p>Réservations au coulage et/ou à la préfabrication</p> <p>Tous les entrepreneurs dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc., dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués, le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.</p> <p>Ces plans de réservation devront être transmis à l'entrepreneur de gros œuvre, dans le délai fixé, avec copie au maître d'œuvre.</p> <p>L'entrepreneur de gros œuvre sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis.</p> <p>La fourniture des caissons de coffrage, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc., nécessaires pour les réservations, sera à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre.</p> <p>Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros œuvre conformément aux plans remis, et il devra, le cas échéant, signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.</p> <p>Toutes les réservations qui n'auraient pas été réservées au coulage ou à la préfabrication, seront obligatoirement exécutées par le gros œuvre, et les frais en seront supportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservation serait incomplet ou inexact ;• par l'entrepreneur de gros œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part. <p>Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées, le cas échéant.</p> <p>Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage</p> <p>L'entrepreneur de gros œuvre devra la mise en place, au coulage, de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce, dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués.</p> <p>Ces pièces seront fournies en temps utile au gros œuvre par le corps d'état concerné.</p> <p>Les entrepreneurs concernés fourniront au gros œuvre tous plans et dessins cotés concernant ces incorporations et ils en contrôleront la mise en œuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.</p> <p>Canalisations incorporées au coulage</p> <p>Dans le cas où des conduits électriques ou des autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les entrepreneurs concernés avant le coulage du béton.</p> <p>En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires.</p> <p>Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.</p> <p>Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations</p> <p>L'entrepreneur de gros œuvre pourra ne pas être tenu de réaliser certaines réservations, incorporations, etc., qui lui seraient demandées par les autres corps d'état, dans le cas où une impossibilité technique viendrait à apparaître. Il appartiendra alors à l'entrepreneur de gros œuvre d'apporter la preuve de cette impossibilité avec toutes justifications techniques valables à l'appui.</p> <p>Dans ce cas, l'entrepreneur demandeur aura à trouver une autre solution d'exécution.</p> <p>Percements dans maçonneries et ouvrages autres que béton</p> <p>Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés.</p> <p>Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du maître d'œuvre avant d'exécuter ces percements.</p> <p>Tranchées, gaines dans maçonneries et cloisons</p> <p>Mêmes prescriptions que pour les percements.</p> <p>Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.</p> <p>Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.</p>				

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
	<p>Scellements</p> <p>Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.</p> <p>Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.</p> <p>Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.</p> <p>Les scellements devront toujours être arasés de 10 mm environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.</p> <p>Rebouchages</p> <p>Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.</p> <p>Fourreaux</p> <p>Les fourreaux seront soit en tube acier peint au minimum de plomb, soit en PVC.</p> <p>Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf cas où pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.</p> <p>Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.</p> <p>Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.</p> <p>Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.</p> <p>Raccords</p> <p>Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie, plâtrerie, carrelage, revêtements minces, peinture, etc.).</p> <p>Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.</p> <p>La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.</p> <p>Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé</p> <p>Dans le cas où par suite de modifications intervenues après réservations, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserves de répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• accord de l'ingénieur chargé des études de béton armé et, le cas échéant, du bureau de contrôle et de l'entrepreneur de gros œuvre ;• exécution par l'entrepreneur de gros œuvre ;• exécution dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut. <p>Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté. Dans le cas où un entrepreneur procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de gros œuvre aux frais de l'entrepreneur en cause.</p> <p>Respect des isolements phoniques</p> <p>Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.</p> <p>Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.</p> <p>i) Protection des ouvrages</p> <p>Protection des ouvrages des autres corps d'état</p> <p>Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.</p>				

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
	<p>Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages</p> <p>Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace. En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.</p> <p>Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches des escaliers où le nez de marche devra être protégé plus particulièrement. Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.</p> <p>En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épauférées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.</p> <p>Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.</p> <p>En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.</p> <p>Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.</p> <p>j) Pièces à fournir par l'entrepreneur Avec son offre Se référer aux pièces administratives de l'appel d'offre.</p> <p>Avec son offre Se reporter à l'article suivant hors documents de mise en service.</p> <p>En fin de travaux Dans le délai fixé au CCAP ou à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés au minimum :</p> <p>Ce dossier comprendra obligatoirement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une note décrivant les installations réalisées avec leurs caractéristiques techniques ; • une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques ; • un schéma de l'installation indiquant notamment les caractéristiques des tuyauteries avec leurs diamètres, l'emplacement des robinets ou vannes d'arrêts et de toutes autres robinetteries et accessoires, l'emplacement des purges et vidanges, etc. ; • les notices de conduite et d'entretien des installations • Une nomenclature des pièces de rechange devant être approvisionnées. <p>Ce dossier comprendra également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc. mises conformes à l'exécution. • La notification de tous les essais avec valeurs physiques mesurées par attestation COPREC <p>k) Études techniques - plans d'exécution - plans de réservation Protection des ouvrages des autres corps d'état Selon spécifications du CCAP, les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge de l'entrepreneur du présent lot. L'entrepreneur aura à sa charge, les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, ainsi que les plans de réservations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utile à la bonne marche du chantier ; • les plans de réservation seront à établir par le présent lot, et à mettre au point ensuite en accord avec l'entrepreneur du lot gros œuvre et d'autres lots concernés, le cas échéant. <p>Les plans d'exécution des ouvrages étant à la charge de l'entrepreneur, celui-ci aura à établir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les études et notes de calcul, établies sur la base des normes et de la réglementation en vigueur, avec remise des notes de calcul au maître d'œuvre ; • L'établissement de tous les plans d'exécution. <p>l) Relations avec les concessionnaires Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services publics et privés concernés, pour demander tous renseignements et toutes instructions.</p> <p>Il devra faire son affaire des mises aux points techniques avec ces services et obtenir leur accord sur les dispositions envisagées et les plans.</p> <p>Copie de toutes correspondances et autres pièces échangées avec ces services seront transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.</p>				

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
7.2	RDC - PHASE 3				
7.2.1	PAILLASSES FIXES Fourniture et pose de paillasse en résine de synthèse acrylique de type CORIAN® ou équivalent, comprenant : <ul style="list-style-type: none">- Piétements en H de types métalliques circulaires en tubes carrés de 30x30mm de section, équipés de vérins de réglage. Piétements positionnés tous les 1m minimum. Ossature de support et de renfort complémentaire.- Support de plans de travail en panneau compact avec un revêtement de finition épaisseur 22mm et 30mm pour les plans de travail centraux. Matériau imputrescible.- Plans de travail en Corian® épaisseur 13mm ayant surface lisse sans raccord. Tous les angles rentrants et saillants devront être arrondis.- Crédences ht 200mm de même nature que le plan de travail, compris réservations pour passage électricité.- Bandeau en retombées ht 100mm de même nature que le plan de travail.- Pour les paillasses humides, cuves moulées ou fabriquées strictement dans le même matériau que les paillasses, fixées par dessous, à l'aide du joint adhésif, y compris bondes et siphons.- Découpes et assemblages des plans de travail, dossierets et pieds.- Les joints dans les applications devant supporter des sollicitations/charges plus lourdes sur la surface doivent être renforcés avec des bandes de renfort de 50 mm de large et 12 mm d'épaisseur. La bande de renfort doit être entièrement collée avec du joint adhésif compatible. Les joints des paillasses et revêtements verticaux seront imperceptibles et réalisés avec le joint adhésif. Les joints entre le plan et les autres revêtements, dossieret droit seront réalisés avec du silicone transparent ou dans un coloris assorti/complétant le coloris de la paillasse. Le joint périphérique entre le plan et le mur sera réalisé avec un produit d'étanchéité.- Tous sujétions de stabilité de l'ensemble.- Compris acheminement, manoeuvre, réglage.- Coloris des plans de travail / dossierets / pieds au choix du Maître d'Ouvrage, selon le nuancier standard.- Le matériau utilisé doit avoir un classement minimum de réaction au feu M2.- Profondeur et hauteur suivant les indications ci-dessous- Le plan de travail devra supporter sans déformation ni poinçonnement des charges jusqu'à 150kg.- Les matériaux mis en oeuvre seront de type hygiène et devront résister aux produits de nettoyage.- Protection jusqu'à la réception du chantier. Localisation : <i>Suivant plan 10</i>				
7.2.1.1	PAILLASSES 0-05 POST PCR				
7.2.1.1.1	a) Paillasse sèche 11 570 mm de longueur Composée de : <ul style="list-style-type: none">- 1 élément de 1 840 x 800 mm - ht 900 mm- 1 élément de 5 240 x 800 mm - ht 900 mm compris découpe au droit de la gaine technique- 1 élément de 4 490 x 800 mm - ht 900 mm				
		ENS	1	€	€
7.2.1.1.2	b) Paillasse de 1 820 mm de longueur comprenant : Composée de : <ul style="list-style-type: none">- 1 élément de 1 820 x 600 mm - ht 900 mm compris découpe au droit du poteau- Cuve de 600 x 400 mm				
		ENS	1	€	€
7.2.1.1.3	c) Réservations pour passage des lots techniques				
		ENS	1	€	€
7.2.1.2	PAILLASSES 0-05 POST PCR - PIECE ANNEXE				
7.2.1.2.1	a) Paillasse sèche de 3 265 mm de longueur Composée de : <ul style="list-style-type: none">- 1 élément de 1 760 x 800 mm - ht 900 mm- 1 élément de 1 505 x 675 mm - ht 900 mm				
		U	1	€	€
7.2.1.2.2	b) Réservations pour passage des lots techniques				
		ENS	1	€	€

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
7.2.1.3	PAILLASSES 0-06 PRE PCR AMPLIFICATION				
7.2.1.3.1	a) Paillasse sèche de 8 820 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 3 065 x 700 mm - ht 900 mm - 1 élément de 2 590 x 700 mm - ht 900 mm - 1 élément de 3 365 x 700 mm - ht 900 mm	U	1	€	€
7.2.1.3.2	b) Réservations pour passage des lots techniques	ENS	1	€	€
7.2.1.4	PAILLASSES 0-07 PRÉ PCR EXTRACTION				
7.2.1.4.1	a) Paillasse humides de 8 565 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 2 925 x 700 mm - ht 900 mm - Cuve de 600 x 400 mm - 1 élément de 2 600 x 700 mm - ht 900 mm - 1 élément de 3 040 x 700 mm - ht 900 mm	U	1	€	€
7.2.1.4.2	b) Paillasse sèche de 1 600 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 1 600 x 550 mm - ht 900 mm	U	1	€	€
7.2.1.4.3	c) Réservations pour passage des lots techniques	ENS	1	€	€
7.2.1.5	PAILLASSES 0-11 PIÈCES NOIRES				
7.2.1.5.1	a) Paillasse sèche de 1 640 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 1 640 x 700 mm - ht 900 mm	U	2	€	€
7.2.1.5.2	b) Réservations pour passage des lots techniques	ENS	1	€	€
7.2.1.6	PAILLASSES 0-12 CENTRIFUGEUSE				
7.2.1.6.1	a) Paillasse sèche de 1 560 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 1 560 x 700 mm - ht 900 mm	U	1	€	€
7.2.1.6.2	b) Réservations pour passage des lots techniques	ENS	1	€	€

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
7.2.1.7	PAILLASSES 0-13 LABO SEROLOGIE LCT				
7.2.1.7.1	a) Paillasse humide de 1 800 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 1 800 x 800 mm - ht 900 mm - Cuve de 600 x 400 mm				
		U	1	€	€
7.2.1.7.2	b) Paillasse sèche de 3 150 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 2 550 x 800 mm - ht 900 mm - 1 élément de 600 x 290 mm - ht 900 mm				
		U	1	€	€
7.2.1.7.3	c) Paillasse sèche de 780 mm de longueur Composée de : - 1 élément de 780 x 520 mm - ht 900 mm				
		U	1	€	€
7.2.1.7.4	d) Réservations pour passage des lots techniques				
		ENS	1	€	€

RDC - PHASE 3	
Total H.T. :	_____ €
Total T.V.A. (20%) :	_____ €
Total T.T.C. :	_____ €

Code	Désignation	U	Qte	P.U. HT	P.T. HT
7.3	FRAIS DIVERS				
7.3.1	FRAIS COMPLÉMENTAIRES CHANTIER Ensemble forfaitaire pour travaux à prévoir, à savoir : - Suivant rapport du bureau spécialisé Coordonnateur SPS, exécution des demandes prévues au PGC. - Établissement des DOE en fin de travaux, exemplaires papier et CD à fournir au Maître d'Ouvrage. - Plans de recollement en fin de chantier et essais de l'AQC.				
		VA	1,000	€	€
7.3.2	NOTA Les entreprises prendront en compte toutes installations à leurs frais, préconisés dans le PGC pour leur lot. Un compte prorata sera mis en place et gèrera les dépenses d'intérêt commun (frais de fonctionnement des installations provisoires, panneau de chantier, etc...). Il sera géré par l'entrepreneur du lot 04 - PLÂTRERIE - PEINTURE - CARRELAGE - FAÏENCE - PLAFONDS SUSPENDUS pendant toute la durée du chantier. La répartition est un pourcentage unique applicable sur le montant du marché de chacun des intervenants. Cependant, chaque entreprise devra le nettoyage de ses ouvrages et des locaux utilisés, ainsi que l'évacuation au fur et à mesure de ses déchets et déblais.				
	FRAIS DIVERS Total H.T. : Total T.V.A. (20%) : Total T.T.C. :				€ € €

RECAPITULATIF
Lot n°7 PAILLASSES

RECAPITULATIF DES CHAPITRES

7.1 - GÉNÉRALITÉS

7.2 - RDC - PHASE 3

_____ € HT

7.3 - FRAIS DIVERS

_____ € HT

Total du lot 'PAILLASSES'	
<hr/>	
Total H.T. :	_____ €
Total T.V.A. (20%) :	_____ €
Total T.T.C. :	_____ €

Soit en toutes lettres TTC : _____

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature,

Signature et cachet de l'Entrepreneur